C. Caractéristiques des flux financiers et commerciaux entre la Suisse et les pays en développement

Gérard Perroulaz, Tanja Guggenbühl et Xavier Tschumi Canosa

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/aspd/303>

DOI : 10.4000/aspd.303

ISSN : 1663-9669

Éditeur

Institut de hautes études internationales et du développement

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2007

Pagination : 229-254

ISBN : 978-2-88247-066-9

ISSN : 1660-5934

Référence électronique

Gérard Perroulaz, Tanja Guggenbühl et Xavier Tschumi Canosa, « C. Caractéristiques des flux financiers et commerciaux entre la Suisse et les pays en développement », *Annuaire suisse de politique de développement* [En ligne], 26-1 | 2007, mis en ligne le 09 février 2010, consulté le 07 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/aspd/303> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/aspd.303>

C. Caractéristiques des flux financiers et commerciaux entre la Suisse et les pays en développement

C.1. Faits saillants des relations de la Suisse avec les pays en développement

Les tableaux du chapitre B donnent une vue d'ensemble des relations de la Suisse avec tous les pays en développement (PED) et une sélection d'autres pays. Pour les relations de la Suisse avec les pays en développement, nous nous reposons sur la *Liste des bénéficiaires d'APD établie par le CAD* (Comité d'aide au développement de l'OCDE), pour les pays dont les montants d'aide peuvent être inclus dans l'agrégat statistique d'«aide publique au développement» (liste reproduite à la fin de cet Annuaire). Comme cela est expliqué au chapitre 2 de la partie «Faits» du présent Annuaire, la liste a plusieurs fois changé de composition ces dernières années. Il faut en tenir compte lorsque l'on compare les données de cette partie «Statistiques» avec les éditions précédentes de l'Annuaire. Dès 2005, le CAD a abandonné l'ancienne liste des «pays en transition». Pour donner tout de même des informations sur les relations de la Suisse avec les pays d'Europe centrale et orientale et sur des pays partenaires économiques importants de la Suisse non inclus dans la liste des PED, nous présentons encore des données statistiques relatives à ces pays dans cette partie «Statistiques».

Les tableaux du chapitre B permettent de faire ressortir quelques caractéristiques des relations extérieures de la Suisse :

- ❑ Les apports du secteur privé pour les pays en développement sont beaucoup plus importants que les apports d'aide publique et privée. Les pays en développement ont reçu une aide publique au développement bilatérale de 1,74 milliard de francs en 2005 et les organisations non gouvernementales (ONG) ont versé (par leurs fonds propres) 414 millions de francs. La même année, les investissements directs d'entreprises suisses dans les pays en développement se sont élevés à 8,5 milliards de francs. L'excédent commercial de la Suisse atteignait 8,1 milliards de francs (les exportations de la Suisse vers les pays en développement sont bien plus importantes que les importations en provenance de ces pays).
- ❑ Les flux financiers nets entre les pays en développement et la Suisse sont généralement en faveur de cette dernière. Si l'on prend en considération uniquement les flux d'aide publique et privée, les investissements et le solde commercial avec certaines régions en développement, on remarque que les flux de ces régions vers la Suisse sont supérieurs aux flux d'aide de la Suisse vers ces régions. Ces données sont partielles, car on ne tient pas compte de certains flux, difficiles à répartir par catégories de pays, comme les flux bancaires (service et remboursement de la dette, placements nets dans les banques suisses) ou les versements des migrants en Suisse à leurs familles.

- ❑ La répartition géographique est très différente entre l'aide publique et les flux d'investissements privés : l'APD et l'aide des ONG sont essentiellement destinées aux pays les moins avancés ou aux autres pays à faible revenu, tandis que les investissements se dirigent surtout vers les pays à revenu moyen et les pays d'Europe centrale. Les exportations se dirigent quant à elles vers les pays à revenu moyen, les pays d'Europe centrale et orientale et les pays en développement avancés.

C.1.1. Relations de la Suisse avec les pays les moins avancés (PMA)

La situation des 49 pays les moins avancés (PMA) est intéressante à relever. Alors que les PMA ont reçu en 2005 17,5 % de l'APD bilatérale totale et 39,1 % de l'aide des ONG, seul 1,6 % des importations en provenance des pays en développement (PED) et seuls 2,1 % des exportations vers les pays en développement étaient destinés à ce groupe de pays. Seuls 6,1 % des investissements directs à l'étranger se sont dirigés en 2005 vers les PMA. Ces derniers représentent à peine 0,12 % des importations totales de la Suisse et 0,26 % de ses exportations totales.

C.1.2. Relations de la Suisse avec le continent latino-américain

L'aide publique au développement de la Suisse pour les pays du continent latino-américain s'élevait à 144,9 millions de francs en 2005, soit 8,3 % du total de l'APD bilatérale. Les ONG ont en outre financé par leurs fonds propres des projets de coopération et des actions humanitaires pour un montant de 55,5 millions de francs (13,4 % de l'aide totale des ONG). La même année, les investissements directs d'entreprises suisses dans les pays du continent latino-américain se sont élevés à 3441 millions de francs, ce qui représente un peu plus de 40 % du total des investissements directs totaux dans les pays en développement. Les importations de la Suisse en provenance des pays latino-américains se sont élevées à 1234 millions de francs (soit 11 % des importations totales en provenance des pays en développement) et les exportations suisses vers ces pays à 3656,6 millions de francs (soit 19 % des exportations totales de la Suisse vers les pays en développement). Avec un excédent commercial de 2422 millions de francs, les pays latino-américains constituent un marché important pour les exportateurs suisses. En 2005 toujours, les pays latino-américains ont versé à la Suisse 102 millions de francs au titre du remboursement de la Garantie contre les risques à l'exportation (GRE) (flux financier négatif du continent vers la Suisse).

L'aide publique au développement est destinée principalement à la Bolivie (22,4 millions de francs), au Pérou (19 millions), au Nicaragua (18,6 millions), à la Colombie (11,9 millions) et à l'Equateur (10,9 millions). Les relations commerciales avec la Suisse concernent surtout le Brésil, le Mexique, l'Argentine, la Colombie et le Panama. Le Brésil représente 52 % de toutes les importations de la Suisse en provenance des pays latino-américains ; 31 % des exportations suisses vers ce continent vont au Brésil et 27 % au Mexique.

Plusieurs éléments statistiques font défaut pour pouvoir déterminer exactement la totalité des flux financiers entre le continent latino-américain et la Suisse. Les éléments mentionnés ci-dessus et dans le tableau B.2 du chapitre B montrent

des flux positifs de la Suisse vers le continent latino-américain, mais ces données devraient être complétées par d'autres qui manquent actuellement de manière détaillée, comme 1° la part de l'aide multilatérale pour financer des projets sur le continent (Banque interaméricaine de développement par exemple); 2° les versements des migrants d'origine latino-américaine résidant en Suisse à leurs familles; 3° les investissements de portefeuille; 4° les fuites de capitaux de l'Amérique latine dans les banques suisses; 5° les rapatriements de bénéfices d'entreprises suisses installées sur le continent.

C.2. Commerce extérieur de la Suisse

C.2.1. Vue d'ensemble du commerce extérieur de la Suisse et place des pays en développement et en transition

Les importations totales de la Suisse s'élevaient à 149,1 milliards de francs en 2005. Si l'on ne retient que les pays de la liste établie par le CAD, les importations de la Suisse en provenance des pays en développement ont atteint 10,7 milliards de francs, soit 7,2% des importations totales. Les exportations totales de la Suisse s'élevaient à 157 milliards de francs, dont 18,8 à destination des pays en développement, soit 12% des exportations totales de la Suisse.

Le schéma C.1 synthétise les flux commerciaux avec les différents groupes de pays. Le solde commercial est excédentaire avec chaque groupe de pays.

Schéma C.1: Vue d'ensemble du commerce extérieur de la Suisse avec les pays en développement et en transition, 2005 (en millions de francs)

Sources : Richard Gerster, *Aus Fehlern lernen? Die Schweiz und die Dritte Welt*, Zürich, Edition Ex Libris, 1987, p. 65. Direction générale des douanes, *Commerce extérieur de la Suisse. Statistiques selon les pays, année 2005*, CD-Rom, pour les chiffres actualisés.

Remarque : pour la composition des groupes de pays, voir les tableaux du chapitre B.

□ Solde de la balance commerciale (exportations moins importations)

La Suisse a le plus souvent une balance commerciale excédentaire avec les pays en développement, les autres pays du Sud et les pays d'Europe centrale et orientale. Il existe un excédent commercial avec tous les groupes de pays mentionnés dans le schéma C.1 et les tableaux et graphiques ci-dessous. Autrement dit, les exportations de la Suisse vers ces régions sont supérieures aux importations en provenance de ces régions. En 2005, l'excédent commercial est particulièrement important avec le groupe des pays à revenu plus élevé (excédent de 7256 millions de francs) et le groupe des autres pays du Sud (excédent de 12806 millions de francs), mais il concerne même les pays les moins avancés (excédent de 227 millions de francs).

Le cas de la Chine est intéressant à relever. La Suisse importait ces dernières années beaucoup plus qu'elle n'exportait vers ce pays, avec un solde commercial négatif allant en diminuant. Le solde commercial est par contre positif en 2003 et 2004, pour être à nouveau négatif en 2005 (–114 millions de francs). Le solde commercial est en revanche très favorable à la Suisse dans le cas du commerce avec Hongkong (Chine), entité qui n'est pas classée dans le groupe des pays en développement comme la Chine, mais dans le groupe des «autres pays du Sud».

Le graphique C.1 montre la liste des pays en développement ou en transition qui représentent des marchés particulièrement importants pour la Suisse, avec lesquels le solde commercial est élevé. La Suisse peut avoir un solde commercial négatif avec d'autres pays, notamment les pays exportateurs de pétrole (solde commercial de –1162 millions de francs par exemple avec la Libye et de –462 millions de francs avec le Nigeria).

Graphique C.1: Pays en développement avec lesquels l'excédent commercial de la Suisse est le plus important, 2005 (en millions de francs)

Source: Direction générale des douanes, Commerce extérieur de la Suisse. Statistiques selon les pays, année 2005, CD-Rom.

La Suisse entretient des relations commerciales surtout avec ses pays voisins et avec les autres pays industrialisés européens et d'outre-mer (Etats-Unis, Canada et Japon). Comme on le voit dans le tableau C.1, sept pays en développement figurent parmi les 30 principaux pays fournisseurs de la Suisse et six pays en développement figurent parmi les 30 principaux pays clients de la Suisse. 32,8 % des importations de la Suisse proviennent d'Allemagne et près de 20 % des exportations suisses sont destinées à ce pays. Les 30 pays mentionnés dans ce même tableau représentent 95,5 % des importations totales de la Suisse et 89,5 % des exportations.

Tableau C.1: Les 30 premiers partenaires commerciaux de la Suisse, 2005
(en millions de francs, en pourcentage et en pourcentage cumulé)

Principaux fournisseurs				Principaux clients			
Importations				Exportations			
Pays ^a	Mio fr.	%	Σ%	Pays ^a	Mio fr.	%	Σ%
1. Allemagne féd.	48 884.1	32.8	32.8	1. Allemagne féd.	31 180.8	19.9	19.9
2. Italie	16 413.9	11.0	43.8	2. Etats-Unis	16 333.2	10.4	30.3
3. France	14 928.1	10.0	53.8	3. Italie	14 514.3	9.2	39.5
4. Pays-Bas	7 524.4	5.0	58.9	4. France	13 497.8	8.6	48.1
5. Autriche	7 094.6	4.8	63.6	5. Grande- Bretagne	8 005.5	5.1	53.2
6. Etats-Unis	6 986.1	4.7	68.3	6. Espagne	6 533.1	4.2	57.4
7. Grande- Bretagne	6 337.7	4.3	72.6	7. Japon	5 703.7	3.6	61.0
8. Irlande	5 570.7	3.7	76.3	8. Pays-Bas	5 524.5	3.5	64.5
9. Belgique	4 341.2	2.9	79.2	9. Autriche	5 155.0	3.3	67.8
10. Espagne	3 962.7	2.7	81.9	10. Chine (sauf Hongkong)	3 252.6	2.1	69.9
11. Chine (sauf Hongkong)	3 366.6	2.3	84.1	11. Hongkong	3 172.4	2.0	71.9
12. Japon	2 762.8	1.9	86.0	12. Belgique	2 765.9	1.8	73.7
13. Suède	1 473.9	1.0	87.0	13. Canada	2 245.7	1.4	75.1
14. Libye	1 349.9	0.9	87.9	14. Turquie	2 041.6	1.3	76.4
15. Rép. tchèque	1 087.7	0.7	88.6	15. Singapour	1 604.1	1.0	77.4
16. Danemark	1 059.0	0.7	89.3	16. Suède	1 595.7	1.0	78.4
17. Finlande	845.4	0.6	89.9	17. Russie	1 545.7	1.0	79.4
18. Canada	796.7	0.5	90.4	18. Australie	1 426.5	0.9	80.3
19. Pologne	793.8	0.5	90.9	19. Pologne	1 418.9	0.9	81.2
20. Hongkong	775.4	0.5	91.5	20. Inde	1 373.8	0.9	82.1
21. Hongrie	768.7	0.5	92.0	21. Taïwan	1 341.5	0.9	83.0
22. Corée du Sud	745.7	0.5	92.5	22. Emirats arabes unis	1 297.5	0.8	83.8
23. Brésil	641.5	0.4	92.9	23. Rép. tchèque	1 276.0	0.8	84.6
24. Thaïlande	639.0	0.4	93.3	24. Corée du Sud	1 269.8	0.8	85.4
25. Turquie	612.5	0.4	93.7	25. Grèce	1 153.0	0.7	86.1
26. Nigeria	580.6	0.4	94.1	26. Brésil	1 136.2	0.7	86.9
27. Inde	575.3	0.4	94.5	27. Danemark	1 101.6	0.7	87.6
28. Taïwan	539.8	0.4	94.9	28. Arabie saoudite	1 100.4	0.7	88.3
29. Porto Rico	490.4	0.3	95.2	29. Mexique	991.1	0.6	88.9
30. Emirats arabes unis	481.5	0.3	95.5	30. Hongrie	966.6	0.6	89.5
Autres pays				Autres pays	16 452.8	10.5	100.0
Total	149 094.3	100.0		Total	156 977.3		100.0

Source: Direction générale des douanes, *Commerce extérieur de la Suisse. Statistiques selon les pays, année 2005*, CD-Rom.

^a Les pays en développement sont indiqués en gras.

C.2.2. Commerce de la Suisse avec les pays en développement et les autres pays

Les tableaux C.2, C.3 et C.4 montrent les pays principaux partenaires commerciaux, respectivement dans le groupe des pays en développement, dans le groupe des pays d'Europe centrale et orientale et dans le groupe des autres pays du Sud (selon l'ancienne classification des pays établie par le CAD, «pays en développement plus avancés»).

**Tableau C.2: Les 30 premiers partenaires commerciaux de la Suisse
dans les pays en développement, 2005
(en millions de francs, en pourcentage et en pourcentage cumulé)**

Principaux fournisseurs				Principaux clients			
Importations				Exportations			
Pays	Mio fr.	% ^a	Σ % ^b	Pays	Mio fr.	% ^a	Σ % ^b
1. Chine	3366.6	31.4	31.4	1. Chine	3252.6	17.3	17.3
2. Libye	1349.9	12.6	43.9	2. Turquie	2041.6	10.9	28.1
3. Brésil	641.5	6.0	49.9	3. Inde	1373.8	7.3	35.4
4. Thaïlande	639.0	6.0	55.9	4. Brésil	1136.2	6.0	41.5
5. Turquie	612.5	5.7	61.6	5. Arabie saoudite	1100.4	5.8	47.3
6. Nigéria	580.6	5.4	67.0	6. Mexique	991.1	5.3	52.6
7. Inde	575.3	5.4	72.3	7. Thaïlande	856.1	4.5	57.1
8. Arabie saoudite	219.4	2.0	74.4	8. Iran	744.9	4.0	61.1
9. Malaisie	209.7	2.0	76.3	9. Afrique du Sud	652.0	3.5	64.6
10. Algérie	201.8	1.9	78.2	10. Malaisie	579.3	3.1	67.6
11. Vietnam	194.6	1.8	80.0	11. Egypte	389.7	2.1	69.7
12. Kazakhstan	157.4	1.5	81.5	12. Pakistan	359.0	1.9	71.6
13. Indonésie	156.6	1.5	82.9	13. Indonésie	327.1	1.7	73.4
14. Afrique du Sud	152.0	1.4	84.4	14. Argentine	313.9	1.7	75.0
15. Mexique	133.6	1.2	85.6	15. Ukraine	288.6	1.5	76.6
16. Liban	131.4	1.2	86.8	16. Liban	247.2	1.3	77.9
17. Maroc	127.8	1.2	88.0	17. Colombie	229.7	1.2	79.1
18. Croatie	84.1	0.8	88.8	18. Croatie	223.6	1.2	80.3
19. Bangladesh	82.1	0.8	89.6	19. Maroc	214.1	1.1	81.4
20. Philippines	73.1	0.7	90.2	20. Philippines	210.3	1.1	82.5
21. Costa Rica	66.8	0.6	90.9	21. Panama	208.3	1.1	83.6
22. Colombie	65.8	0.6	91.5	22. Serbie-et-Monténégro	194.5	1.0	84.7
23. Argentine	60.8	0.6	92.0	23. Libye	187.2	1.0	85.7
24. Equateur	59.8	0.6	92.6	24. Venezuela	165.8	0.9	86.6
25. Iran	58.8	0.5	93.1	25. Chili	164.2	0.9	87.4
26. Chili	53.2	0.5	93.6	26. Jordanie	150.1	0.8	88.2
27. Pakistan	45.9	0.4	94.1	27. Algérie	146.9	0.8	89.0
28. Ghana	45.2	0.4	94.5	28. Syrie	145.9	0.8	89.8
29. Ukraine	42.5	0.4	94.9	29. Nigeria	118.7	0.6	90.4
30. Sri Lanka	42.2	0.4	95.3	30. Vietnam	116.0	0.6	91.0
Autres pays en développement				Autres pays en développement			
506.9 4.7 100.0				1687.1 9.0 100.0			
Total 10736.7 100.0				Total 18815.8 100.0			

Source: Direction générale des douanes, *Commerce extérieur de la Suisse. Statistiques selon les pays, année 2005*, CD-Rom.

^a Pourcentage du pays dans le total des importations des pays en développement, respectivement des exportations vers ces pays.

^b Pourcentage cumulé des premiers pays dans le total des importations des pays en développement, respectivement des exportations vers ces pays.

Tableau C.3: Les partenaires commerciaux de la Suisse dans les pays d'Europe centrale et orientale, 2005 (en millions de francs, en pourcentage et en pourcentage cumulé)

Principaux fournisseurs				Principaux clients			
Importations				Exportations			
Pays	Mio fr.	% ^a	Σ % ^b	Pays	Mio fr.	% ^a	Σ % ^b
1. Rép. tchèque	1 087.7	28.4	28.4	1. Russie	1 545.7	23.1	23.1
2. Pologne	793.8	20.7	49.1	2. Pologne	1 418.9	21.2	44.4
3. Hongrie	768.7	20.0	69.1	3. Rép. tchèque	1 276.0	19.1	63.5
4. Russie	392.5	10.2	79.3	4. Hongrie	966.6	14.5	78.0
5. Rép. slovaque	337.2	8.8	88.1	5. Roumanie	594.4	8.9	86.9
6. Roumanie	245.4	6.4	94.5	6. Rép. slovaque	337.5	5.1	91.9
7. Bulgarie	87.1	2.3	96.8	7. Bulgarie	232.4	3.5	95.4
8. Lituanie	49.7	1.3	98.1	8. Lettonie	130.3	2.0	97.3
9. Lettonie	39.4	1.0	99.1	9. Lituanie	108.0	1.6	98.9
10. Estonie	34.3	0.9	100.0	10. Estonie	70.1	1.0	100.0
Total	3 835.8		100.0	Total	6 680.0		100.0

Source : Direction générale des douanes, *Commerce extérieur de la Suisse. Statistiques selon les pays, année 2005*, CD-Rom.

^a Pourcentage du pays dans le total des importations des pays d'Europe centrale et orientale, respectivement des exportations vers ces pays.

^b Pourcentage cumulé des premiers pays dans le total des importations des pays d'Europe centrale et orientale, respectivement des exportations vers ces pays.

Tableau C.4: Les partenaires commerciaux de la Suisse dans les autres pays du Sud^a, 2005 (en millions de francs, en pourcentage et en pourcentage cumulé)

Principaux fournisseurs				Principaux clients			
Importations				Exportations			
Pays	Mio fr.	% ^b	Σ % ^c	Pays	Mio fr.	% ^b	Σ % ^c
1. Hongkong (Chine)	775.4	22.4	22.4	1. Hongkong (Chine)	3 172.4	30.0	30.0
2. Corée du Sud	745.7	21.5	43.9	2. Singapour	1 604.1	15.1	45.1
3. Taiwan	539.8	15.6	59.5	3. Taiwan	1 341.5	12.7	57.8
4. Emirats arabes unis	481.5	13.9	73.5	4. Emirats arabes unis	1 297.5	12.3	70.0
5. Singapour	299.6	8.7	82.1	5. Corée du Sud	1 269.8	12.0	82.0
6. Slovaquie	206.2	6.0	88.1	6. Israël	665.1	6.3	88.3
7. Israël	195.9	5.7	93.7	7. Slovaquie	309.2	2.9	91.2
8. Qatar	59.6	1.7	95.4	8. Koweït	264.4	2.5	93.7
9. Koweït	54.5	1.6	97.0	9. Qatar	237.7	2.2	95.9
10. Vierges, îles (R.U.)	29.1	0.8	97.9	10. Bahreïn	138.2	1.3	97.2
11. Gibraltar	27.5	0.8	98.7	11. Chypre	66.7	0.6	97.9
12. Bahreïn	20.3	0.6	99.2	12. Malte	53.3	0.5	98.4
13. Malte	9.0	0.3	99.5	13. Bahamas	29.9	0.3	98.7
14. Brunei	6.8	0.2	99.7	14. Caïmans, îles	26.1	0.2	98.9
15. Macao	3.5	0.1	99.8	15. Antilles néerlandaises	25.9	0.2	99.2
16. Chypre	3.3	0.1	99.9	16. Vierges, îles (R.U.)	25.2	0.2	99.4
17. Bahamas	3.3	0.1	100.0	17. Bermudes	21.7	0.2	99.6
18. Polynésie française	0.1	0.0	100.0	18. Aruba	12.7	0.1	99.7
19. Antilles néerlandaises	0.1	0.0	100.0	19. Gibraltar	12.3	0.1	99.8
20. Bermudes	0.1	0.0	100.0	20. Macao	11.0	0.1	99.9
21. Caïmans, îles	0.0	0.0	100.0	21. Nouvelle Calédonie	3.0	0.0	100.0
22. Aruba	0.0	0.0	100.0	22. Polynésie française	2.0	0.0	100.0
23. Falkland, îles	0.0	0.0	100.0	23. Brunei	1.9	0.0	100.0
24. Nouvelle Calédonie	0.0	0.0	100.0	24. Falkland, îles	0.0	0.0	100.0
Total	3 461.3		100.0	Total	10 591.7		100.0

Source : Direction générale des douanes, *Commerce extérieur de la Suisse. Statistiques selon les pays, année 2005*, CD-Rom.

^a « Pays en développement plus avancés », selon l'ancienne classification du CAD.

^b Pourcentage du pays dans le total des importations des autres pays du Sud, respectivement des exportations vers ces pays.

^c Pourcentage cumulé des premiers pays dans le total des importations des autres pays du Sud, respectivement des exportations vers ces pays.

C.3. Investissements directs à l'étranger et placements bancaires

C.3.1. Investissements directs à l'étranger

Par leur stabilité et leur finalité favorisant le transfert de technologie et la création d'emploi, les investissements directs à l'étranger se distinguent des investissements de portefeuille. Du point de vue du développement, les sommes investies à ce titre dans les pays bénéficiaires de l'APD ont une certaine importance car « celui qui effectue un investissement direct veut influencer directement et durablement sur l'activité d'une entreprise à l'étranger »¹.

□ Flux d'investissements directs à l'étranger en 2005

En termes d'exportations de capitaux au cours de l'année 2005, c'est en tout 67,6 milliards de francs qui ont fait l'objet d'investissements directs suisses à l'étranger². Sans compter les montants investis dans les pays de l'Union européenne, aux Etats-Unis, au Canada, au Japon, en Australie et en Nouvelle-Zélande, le chiffre atteint 18,5 milliards de francs. Dans ce montant, les flux d'investissements directs suisses à destination des pays en développement peuvent être estimés à 9,4 milliards de francs au moins, sans compter les pays bénéficiaires de l'APD faisant partie de l'agrégat des centres financiers offshore³.

□ Stocks d'investissements directs à l'étranger

Le graphique C.2 montre comment se répartit régionalement, fin 2005, le stock d'investissements directs à l'étranger émanant de la Suisse. Ce dernier dépassait 560 milliards de francs (chiffres provisoires), dont plus de 42 % se situaient dans l'Union européenne à 25 membres. L'Amérique du Nord accueille près de 22 % de ce montant et l'Amérique centrale et du Sud près de 19 %. Viennent ensuite l'Asie avec 8 % des investissements directs à l'étranger, le reste des pays européens avec près de 7 %, l'Océanie avec 2 % et, finalement, l'Afrique, avec un peu plus d'un demi pourcent (environ 3,6 milliards de francs au total, dont la moitié en Afrique du Sud seule).

En termes de personnel occupé dans les entreprises suisses implantées à l'étranger, la barre des 2 millions de personnes a été franchie en 2005 (chiffre provisoire : 2002 174). Celles-ci étaient actives à 54,3 % dans le secteur de l'industrie et à 45,7 % dans le secteur des services, dont près de la moitié dans des sociétés financières et des holdings. Sectoriellement, les montants d'investissements directs à l'étranger se répartissent à 35,4 % dans l'industrie et à 64,6 % dans les services.

¹ Banque nationale suisse (BNS), *L'évolution des investissements directs en 2005*, Zurich, BNS, décembre 2006, p. 15.

² Source : *ibid.*, tableau 1.1, pp. 20-21.

³ *Iles Vierges des Etats-Unis*, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Dominique, Grenade, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises.

Graphique C.2: Répartition des stocks d'investissements directs à l'étranger par région, au 31 décembre 2005 (en millions de francs et en pourcentage)

Source : Banque nationale suisse, *L'évolution des investissements directs en 2005*, Zurich, BNS, décembre 2006, tableau 1.2, « Investissements directs à l'étranger. Répartition par pays de l'état à la fin de l'année », pp. 22-23.

Graphiques C.3 et C.4: Principaux pays ou régions de destination des investissements directs suisses, stock fin 2001 et fin 2005 (en millions de francs)

Graphique C.3: Pays bénéficiaires de l'APD selon la liste du CAD

daïses, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, îles Turks et Caïques (en italique : pays qui ne font pas partie de la liste des pays bénéficiaires de l'APD établie par le CAD).

Graphique C.4: Autres pays ou régions

Source des graphiques C.3 et C.4: BNS, *L'évolution des investissements directs en 2005*, Zurich, BNS, décembre 2006, tableau 1.2, « Investissements directs à l'étranger. Répartition par pays de l'état à la fin de l'année », pp. 22-23.

* Îles Vierges des Etats-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Dominique, Grenade, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, îles Turks et Caïques.

Les graphiques C.3 et C.4 se focalisent sur les principaux stocks d'investissements directs émanant de la Suisse dans différents pays ou régions (pays bénéficiaires de l'APD et autres), cela à quatre années d'intervalle (fin 2001 et fin 2005). Ce qui frappe d'emblée, c'est l'importance du montant des investissements directs à l'étranger dans les centres financiers offshore des Caraïbes⁴, tant fin 2001 que fin 2005, avec une progression de près de 34 milliards de francs entre ces deux dates. En ce qui concerne les autres pays bénéficiaires d'APD mentionnés dans le graphique C.3, il faut relever qu'ils ne constituent qu'une petite partie de l'ensemble des pays bénéficiaires de l'APD et qu'en conséquence une majorité de ces derniers restent à l'écart des investissements directs de la Suisse.

Quant à l'évolution des montants entre fin 2001 et fin 2005, il est à noter celle du stock d'investissements directs en Indonésie, multiplié par 5,68, celle concernant l'Ukraine (stock multiplié par 4,55) ou celle au Costa Rica (stock multiplié par 3,98). D'autres pays ont vu le stock d'investissements directs de la Suisse s'abaisser entre fin 2001 et fin 2005, notamment le Mexique (diminution de 1,7 milliard de francs). Le continent africain dans son ensemble a également vu diminuer le stock d'investissements directs suisses qui lui est destiné entre fin 2001 et fin 2005. A cette dernière date, le stock de ces investissements pour l'Afrique entière est comparable à celui déposé en Russie, au Mexique ou en Indonésie. De plus, la moitié du total des investissements directs suisses en Afrique est destinée à la seule Afrique du Sud.

⁴ Parmi les pays ou territoires qui composent l'agrégat de centres financiers offshore retenu par la Banque nationale suisse, certains ne sont pas (ou plus) compris dans la *Liste des bénéficiaires d'APD établie par le CAD* pour les montants 2005 : ce sont les îles Vierges des Etats-Unis, les Bahamas, les Bermudes, les îles Vierges britanniques, les îles Caïmans et les Antilles néerlandaises.

C.3.2. Placements dans les banques suisses

Les statistiques de la Banque nationale suisse (BNS) distinguent les opérations que les banques réalisent pour leur propre compte et à leurs propres risques (celles qui sont inscrites à leur bilan) des transactions effectuées pour le compte et aux risques de leurs clients (opérations fiduciaires). De plus, les publications de la BNS dans ce domaine ne prennent en compte que les chiffres émanant d'une centaine de banques établies en Suisse et excluent de fait les montants du secteur parabancaire et ceux gérés par les gestionnaires privés de fortune.

Graphique C.5: Engagements nets à titre fiduciaire de 104 banques établies en Suisse concernant les pays bénéficiaire de l'APD, au 31 décembre 2005 (en millions de francs)

Source: BNS, *Les banques suisses 2005*, Zurich, BNS, 2006, tableau 38, «Opérations fiduciaires. Répartition géographique. 104 banques. Engagements», pp. A132-A137.

Selon les chiffres de la BNS, les engagements inscrits au bilan des 104 banques sises en Suisse s'élèvent, fin 2005, à 1619,7 milliards de francs, alors que les engagements à titre fiduciaire à cette même date s'élèvent à 290,6 milliards de francs.

Selon le *Rapport annuel 2005/2006* de l'Association suisse des banquiers (ASB)⁵, les avoirs sous gestion (*assets under management – AUM*) à titre fiduciaire, déposés dans des établissements bancaires situés en Suisse, s'élevaient à 500 milliards de francs en 2005. Ce chiffre ressort également dans une autre publication⁶ de l'ASB, qui estime par ailleurs à environ 2600 milliards de francs le montant des avoirs sous gestion en Suisse (encours de portefeuille), provenant de clients étrangers.

Le graphique C.5 montre les montants gérés à titre fiduciaire par les 104 banques de la statistique de la Banque nationale suisse, en provenance des principaux pays bénéficiaires de l'APD, fin 2005. Parmi ceux-ci figure un certain nombre de centres financiers offshore des Caraïbes, pour un total de 32,7 milliards de francs. Panama est en tête avec près de 28 milliards de francs. Y figurent également 30 pays qui sont pourtant dans la liste des pays les moins avancés, dont le Yémen (plus de 490 millions de francs), l'Angola (près de 220 millions) et la République démocratique du Congo (plus de 186 millions). Moins étonnants, les engagements nets à titre fiduciaire gérés en Suisse pour le compte de pays riches en ressources naturelles (pétrole notamment), par exemple l'Arabie saoudite, le Venezuela ou le Liberia.

C.4. Aide publique au développement (APD) et aide publique aux pays de l'Europe de l'Est

Tableau C.5 (ci-contre): Vue d'ensemble des flux financiers à destination des pays en développement (1996-2005) et des pays en transition (1996-2004) (en millions de francs et en pourcentage du RNB)

Source: Office fédéral de la statistique (OFS), Annuaire statistique de la Suisse, sur la base des données fournies par le Service statistique de la DDC.

- ^a L'aide publique au développement (APD) est composée, selon la définition de l'OCDE, de l'ensemble des flux financiers qui
 - proviennent du secteur public (Confédération, cantons et communes);
 - ont pour but essentiel de faciliter le développement économique et social des pays destinataires;
 - sont accordés à des conditions de faveur (dons et prêts à taux bonifié);
 - sont destinés à des pays ou territoires en développement (actuellement 152) ainsi qu'à des organismes multilatéraux figurant dans la liste établie par l'OCDE.
- ^b RNB à partir de 1995, PNB pour les années précédentes. Chiffres définitifs du PNB/RNB jusqu'en 2002 (source: OFS), provisoires pour 2003 et 2004 (source: OFS). Pour 2005, estimation de l'Administration fédérale des finances (AFF) (février 2006).
- ^c Dons privés des ONG suisses.
- ^d Ces apports du secteur privé aux pays en développement (et aux pays en transition jusqu'en 2004) se composent des prestations suivantes, fournies aux conditions usuelles du marché:
 - *investissements directs*: exportations de capitaux sous forme d'acquisition ou de création d'entreprises dans des pays en développement (ou en transition jusqu'en 2004), ou de prise de participation dans des entreprises situées dans ces pays, y compris les bénéfices réinvestis (chiffres mis à jour rétroactivement par la BNS sur deux ans: 2003 définitifs, 2004 et 2005 provisoires);
 - *crédits à l'exportation*: variations nettes des crédits destinés au financement à moyen et à long terme d'exportations dans les pays en développement (et les pays en transition jusqu'en 2004); ces crédits sont garantis par l'Office de gestion de la Garantie contre les risques à l'exportation (GRE) afin d'assurer les créances nées des exportations;
 - investissements de portefeuille: achat et reprise d'emprunts, de remboursements et de titres, émis à l'origine par des organisations de développement sur le marché suisse des capitaux.
- ^e La catégorie des «pays en transition» a été abolie par le CAD (OCDE) à partir de 2005. Les données pour ces pays ne sont de ce fait plus récoltées.

⁵ ASB, *Rapport annuel 2005/2006*, Bâle, p. 9.

⁶ SwissBanking, *Wealth Management in Switzerland: Industry Trends and Strategies*, Basel, January 2007, p. 8.

Tableau C.5

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Flux financiers vers les pays en développement										
Aide publique au développement (APD) ^a										
Total, en millions de francs	1 268,7	1 320,3	1 307,3	1 465,6	1 510,9	1 537,0	1 462,4	1 748,0	1 921,1	2 201,0
Confédération	1 250,5	1 297,4	1 285,5	1 443,0	1 488,6	1 514,0	1 437,4	1 717,9	1 887,3	2 161,5
Cantons	9,6	15,1	13,8	13,7	14,2	13,4	14,9	18,5	21,1	27,0
Communes	8,6	7,8	8,0	8,9	8,1	9,5	10,0	11,6	12,7	12,5
En % du revenu national brut (RNB) ^b	0,327	0,328	0,315	0,344	0,336	0,345	0,328	0,373	0,398	0,443
Aide privée au développement ^c										
Total, en millions de francs	226,6	225,7	250,0	275,5	272,0	319,3	298,2	*339,8	321,9	414,1
En % du RNB ^b	0,058	0,056	0,060	0,065	0,060	0,072	0,067	0,073	0,067	0,083
Apports du secteur privé aux conditions du marché ^d										
Total, en millions de francs	-3 311,0	-6 419,4	3 075,7	4 855,2	1 193,9	-1 104,2	681,6	1 442,3	-598,1	6 866,5
Investissements directs	-2 173,0	-2 894,9	3 075,7	2 930,9	1 425,8	988,4	919,9	2 141,4	296,5	8 505,9
Crédits à l'exportation	-418,0	-697,5	-	1 924,3	844,4	-242,7	-206,7	99,1	305,4	-739,4
Investissements de portefeuille	-721,0	-2 827,0	-	-	-1 076,4	-1 849,9	-31,7	-798,2	-1 200,0	-900,0
En % du RNB ^b	-0,850	-1,600	0,740	1,140	0,270	-0,250	0,150	0,310	-0,120	1,380
Flux financiers vers les pays en transition^e, en millions de francs										
Aide publique (AP)	112,4	120,1	115,9	109,9	108,6	106,1	101,9	103,9	95,5	...
Confédération	109,7	117,0	113,5	107,9	106,7	104,3	98,9	101,2	93,1	...
Cantons	1,4	1,3	1,2	1,0	0,7	0,9	1,4	1,4	1,6	...
Communes	1,4	1,7	1,2	1,0	1,2	0,9	1,6	1,3	0,8	...
Aide privée ^f	14,8	18,5	24,2	18,6	12,9	11,3	15,7	*14,8	14,8	...
Apports du secteur privé aux conditions du marché ^d	-317,2	5 649,1	1 173,0	10 950,0	12 405,6	7 932,4	-4,2	1510,8	7 862,1	...

Le tableau C.5 permet de situer l'importance de l'APD dans l'ensemble des flux financiers de la Suisse à destination des pays en développement ou en transition. Les flux financiers recensés sont composés de l'aide publique au développement (2,2 milliards de francs en 2005), de l'aide privée des ONG (414 millions de francs en 2005) et des apports du secteur privé (6,9 milliards de francs en 2005). Les apports du secteur privés aux conditions du marché sont composés des investissements directs à l'étranger, des crédits à l'exportation et des investissements de portefeuille.

L'analyse des chiffres depuis 1996 confirme que l'ampleur des flux privés a souvent largement dépassé les montants de l'APD. Il faut cependant souligner que ces flux privés sont beaucoup plus volatils d'une année à l'autre; ceux qui sont destinés aux pays en développement ont même enregistré en 1996, 1997, 2001 et 2004 des montants nets négatifs, les flux financiers privés provenant des pays en développement étant ces années-là plus importants que les apports totaux de la Suisse vers les pays en développement. Les apports du secteur privé sont en revanche bien plus importants que l'aide publique dans le cas des flux vers les pays en transition; en 2004, ils s'élevaient à 7,9 milliards de francs alors que l'aide publique atteignait 95,5 millions de francs.

Tableau C.6: Aide publique au développement des pays du CAD, par pays, et évolution de 2004 à 2005 (en millions de dollars et en pourcentage du RNB)

Pays	APD (en millions de dollars)		APD (en % du RNB) ^a		Variation réelle ^b de 2004 à 2005	Variation réelle sans les allègements de dette
	2004	2005	2004	2005		
Allemagne	7534	10082	0.28	0.36	32.9	-5.5
Australie	1460	1680	0.25	0.25	6.7	6.3
Autriche	678	1573	0.23	0.52	127.1	12.0
Belgique	1463	1963	0.41	0.53	31.5	16.2
Canada	2599	3756	0.27	0.34	31.2	18.7
Danemark	2037	2109	0.85	0.81	1.9	1.9
Espagne	2437	3018	0.24	0.27	19.5	4.2
Etats-Unis	19705	27622	0.17	0.22	36.5	17.0
Finlande	680	902	0.37	0.46	29.9	12.3
France	8473	10026	0.41	0.47	16.8	-0.7
Grèce	321	384	0.16	0.17	15.9	15.9
Irlande	607	719	0.39	0.42	15.7	15.7
Italie	2462	5091	0.15	0.39	101.4	42.0
Japon	8922	13147	0.19	0.28	51.7	12.7
Luxembourg	236	256	0.83	0.82	5.4	5.4
Norvège	2199	2786	0.87	0.94	13.5	13.5
Nouvelle-Zélande	212	274	0.23	0.27	18.5	18.5
Pays-Bas	4204	5115	0.73	0.82	19.8	18.3
Portugal	1031	377	0.63	0.21	-64.1	-64.2
Royaume-Uni	7883	10767	0.36	0.47	35.0	0.9
Suède	2722	3362	0.78	0.94	24.1	23.3
Suisse	1545	1767	0.41	0.44	13.7	-0.2
Total du CAD	79410	106777	0.26	0.33	32.0	9.7
Performance moyenne des pays du CAD			0.42	0.47		
Pays de l'UE	42767	55745	0.35	0.44	28.5	5.0
Pays non membres du CAD ^c	3759	3231				

Source: CAD, Annexe statistique du rapport annuel *Coopération pour le développement*, tableau 1, 2007.

^a Les pays qui dépassent l'objectif – fixé par les Nations unies – de 0,7 % de leur RNB sont indiqués en gras.

^b Variation réelle : compte tenu de l'inflation et des fluctuations des taux de change.

^c Le CAD recense l'aide des pays de l'OCDE non membres du CAD (Corée, Hongrie, Islande, Pologne, République slovaque, République tchèque et Turquie) et d'autres donateurs (Arabie saoudite, Emirats arabes, Israël et Taïpei chinois).

Le tableau C.6, qui offre une vue d'ensemble de l'APD des pays membres du CAD, montre la forte augmentation de l'APD de 2004 à 2005, celle-ci étant passée de 79,4 milliards de dollars en 2004 à 106,8 milliards de dollars en 2005. Cette augmentation de l'APD est largement expliquée par les mesures d'allègement de dette envers quelques pays, dont le Nigeria et l'Irak. On voit la part de ces mesures de désendettement, qui se sont élevées à 22,7 milliards de dollars en 2005, dans le tableau C.7. L'APD des pays du CAD a augmenté de 32 % en valeur réelle de 2004 à 2005, mais cette augmentation se réduit à 9,7 % si l'on déduit les mesures de désendettement. Le tableau C.7 montre également les montants notifiés par différents pays du CAD au titre des dépenses au Nord pour les requérants d'asile, soit au total 2,1 milliards de dollars compris dans l'APD.

Les pays donateurs s'étaient engagés, dans le cadre de conférences de la CNUCED, à verser une aide aux pays les moins avancés (PMA) représentant au moins 0,15 % de leur RNB. Comme le montre le tableau C.7, qui relève les montants d'aide alloués aux PMA, seuls sept pays dépassent en 2005 l'objectif fixé par la communauté internationale.

Annuaire 2007, n° 1, sous-chap. 2.2.1, analyse des raisons de l'augmentation récente de l'APD des pays du CAD.

Tableau C.7: Quelques composantes de l'aide publique au développement des pays du CAD, 2005 (en millions de dollars et en pourcentage du RNB)

Pays	APD des pays du CAD (en millions de dollars)				APD des pays du CAD pour les PMA	
	Total de l'APD	Allègements de dettes	Dépenses pour les réfugiés dans pays donneur	Sans allègements de dettes ni aide aux réfugiés	en millions de dollars	en % du RNB du pays donneur
Allemagne	10 082	3 441	17	6 624	1 884	0.07
Australie	1 680	20	75	1 585	419	0.06
Autriche	1 573	904	62	607	245	0.08
Belgique	1 963	472	58	1 433	609	0.16
Canada	3 756	455	175	3 126	1 048	0.09
Danemark	2 109	0	70	2 039	814	0.31
Espagne	3 018	613	20	2 385	817	0.07
Etats-Unis	27 622	4 078	520	23 024	5 687	0.05
Finlande	902	150	17	735	245	0.13
France	10 026	3 212	585	6 229	2 392	0.11
Grèce	384	0	9	375	79	0.04
Irlande	719	0	2	717	365	0.21
Italie	5 091	1 670	0	3 421	1 407	0.08
Japon	13 147	3 553	0	9 594	2 326	0.05
Luxembourg	256	0	7	249	106	0.34
Norvège	2 786	2	68	2 716	1 029	0.35
Nouvelle-Zélande	274	0	11	263	70	0.07
Pays-Bas	5 115	324	94	4 697	1 658	0.27
Portugal	377	3	0	374	210	0.12
Royaume-Uni	10 767	3 525	0	7 242	2 705	0.01
Suède	3 362	53	143	3 166	1 101	0.31
Suisse	1 767	224	137	1 406	405	0.10
Total CAD	106 777	22 699	2 071	82 007	25 619	
Pays de l'UE	55 745	14 366				

Source: CAD, Annexe statistique du rapport annuel *Coopération pour le développement*, tableaux 1A, 13 et 31, «APD des pays du CAD au pays les moins avancés».

^a Les pays qui dépassent l'objectif, recommandé par la CNUCED, d'une aide aux PMA atteignant au moins 0,15 % de leur RNB sont désignés en gras.

Ci-dessous, les graphiques C.6 à C.9 ainsi que les tableaux C.8 à C.10 relèvent quelques caractéristiques de l'aide publique au développement versée par la Suisse.

Graphique C.6: Evolution de l'aide publique au développement bilatérale et multilatérale de la Suisse, 1990-2006 (en millions de francs et en pourcentage du total)

Source: Service statistique de la DDC.

* Chiffres provisoires.

Les contributions générales de la Suisse aux organisations internationales sont comprises dans l'aide multilatérale (pot commun géré par l'organisation internationale). Une partie importante des contributions suisses passant par des organisations internationales est toutefois incluse dans l'aide bilatérale (contributions suisses à des programmes choisis par la Suisse). En 2005 sont comprises dans l'aide bilatérale les actions multi-bilatérales des organisations des Nations unies (125,1 millions de francs versés par le SECO et la DDC), certaines contributions aux institutions financières internationales (32,4 millions) et les contributions à d'autres organisations internationales telles que le CICR, le GCRAI ou l'UICN (181,2 millions). Avec l'aide multilatérale de 456,7 millions de francs en 2005, c'est donc au total 795,4 millions de francs d'aide suisse qui passent par les organisations internationales, soit 36 % de l'APD totale.

Graphique C.7: Répartition de l'aide publique au développement de la Suisse entre l'aide bilatérale, l'aide multilatérale et l'aide multi-bilatérale, 2005 (en millions de francs et en pourcentage)

Source: DDC, *Aide de la Suisse aux pays en développement. Statistiques 2005*, Berne, DDC, 2007, tableaux 1 et 3.

Graphique C.8: Aide publique au développement bilatérale de la Suisse aux pays en développement, par groupe de pays (en millions de francs et en pourcentage)

Source: DDC, *Aide de la Suisse aux pays en développement. Statistiques 2005*, Berne, DDC, 2007, tableau 4.

17,5 % de l'aide bilatérale suisse se dirigent vers le groupe des pays les moins avancés (PMA), 14,1 % vers les autres pays à faible revenu et 31,7 % vers les pays à revenu moyen. Un tiers de l'aide (projets régionaux, aide passant par le CICR, etc.) ne peut être affecté par niveau de revenu des pays bénéficiaires.

Graphique C.9: Aide publique au développement bilatérale de la Suisse aux pays en développement, par continent, 2005 (en millions de francs et en pourcentage)

Source: DDC, *Aide de la Suisse aux pays en développement. Statistiques 2005*, Berne, DDC, 2007, tableau 4.

Ce sont les pays du continent asiatique qui reçoivent la part la plus importante de l'aide bilatérale versée par la Suisse, soit près de 30 % de l'aide bilatérale totale. Les pays du continent africain reçoivent 22,6 % de l'aide, les pays en développement européens 8,7 % et les pays du continent américain 8,3 %. 31 % de l'aide ne sont pas affectés par continent.

Tableau C.8: Principaux pays^a bénéficiaires de l'aide publique au développement bilatérale de la Suisse, 2005 (en millions de francs)

Pays	Pays prioritaires ^b	DDC				SECO mesures économiques	DFAE/DDPS promo. paix	Di-vers ^c	Total APD bilatérale
		Coopéra-tion au dévelop.	Aide huma-nitaire	Contri-butions aux ONG	Total				
Afrique									
Nigeria	désendettement	0.0		0.1	0.1	62.4		0.1	62.6
Mozambique	PP DDC, SECO	14.6	0.3	1.7	16.6	12.5	0.8	0.7	30.7
Tanzanie	PP DDC, SECO	16.7	0.5	1.3	18.5	10.6		0.3	29.4
Burkina Faso	PP DDC, SECO	13.3	0.4	1.6	15.3	9.7		0.9	25.9
Mali	PP DDC	12.9	0.4	1.7	14.9	0.3		0.9	16.1
Soudan	AH	0.5	13.1	0.1	13.7		1.9	0.5	16.0
Tchad	PP DDC	11.0	3.1	1.3	15.4		0.2	0.2	15.9
Ghana	SECO	0.1	0.2	0.4	0.7	14.6		0.0	15.3
Congo, Rép.	désendettement		0.2	0.0	0.2	14.5		0.1	14.8
Niger	PP DDC	11.2	1.4	1.0	13.6			0.8	14.4
Egypte	SECO	0.5		0.2	0.7	10.9	0.1	0.2	11.8
Bénin	PP DDC	8.6	0.2	1.5	10.3			0.6	10.8
Afrique du Sud	PS DDC, SECO	4.8	0.4	0.6	5.8	4.1		0.3	10.2
Congo, Rép. dém.		1.1	5.7	0.8	7.5		0.9	0.7	9.1
Madagascar	PS DDC	6.5	1.1	0.3	7.8			0.6	8.5
Rwanda	PS DDC	5.4	1.2	0.4	7.0			0.3	7.3
Angola		0.0	5.3	0.0	5.3		1.0	0.6	6.9
Burundi	PS DDC, AH	0.7	4.6	0.1	5.4		0.3	0.1	5.8
Amérique									
Bolivie	PP DDC, SECO	14.3	0.3	3.2	17.8	4.0		0.7	22.4
Pérou	PP DDC, SECO	11.6	2.6	1.8	16.0	2.4		0.6	19.0
Nicaragua	PP DDC, SECO	4.7	0.4	2.6	7.8	10.4		0.5	18.6
Colombie		0.3	5.2	2.5	8.0	1.0	1.8	1.1	11.9
Equateur	PP DDC	8.2	0.1	2.0	10.2			0.7	10.9
Cuba	PS DDC	2.0	4.8	0.0	6.9	0.8		0.4	8.0
Guatemala		0.1	1.8	1.5	3.4	1.7	0.7	0.7	6.4
Haïti		0.9	3.2	1.8	5.9			0.4	6.3
Brésil		0.1	1.6	2.0	3.7	0.9		1.0	5.6
Asie									
Irak	désendettement	0.2	1.4		1.6	202.0	0.0	0.0	203.7
Inde	PP DDC	25.5	0.2	2.5	28.2	1.1		1.4	30.7
Indonésie	AH	1.3	12.3	1.2	14.8	4.2	4.5	1.1	24.6
Pakistan	PP DDC, AH	15.3	7.9	0.0	23.2			1.0	24.2
Vietnam	PP DDC, SECO	12.8	0.4	1.2	14.4	7.8	0.1	0.4	22.7
Afghanistan	PS DDC	8.7	11.5	0.3	20.5		1.3	0.2	22.0
Népal	PP DDC	17.2	0.8	0.7	18.6		1.2	0.1	19.9
Cisjordanie/Gaza	PS DDC, AH	10.0	7.0	0.3	17.3		1.3	0.1	18.7
Sri Lanka	AH	0.9	8.8	1.1	10.8		1.9	1.1	13.8
Bangladesh	PP DDC	11.6	0.1	1.2	12.8	0.0		0.5	13.3
Tadjikistan	DDC, SECO	5.0	0.4		5.4	6.7	0.3		12.4
Kirghize, Rép.	DDC, SECO	5.7			5.7	5.3	0.5	0.1	11.6
Ouzbékistan	DDC	2.5	0.0		2.6	5.5	0.1	0.0	8.2
Géorgie		0.8	5.2		6.0	0.5	0.8	0.0	7.3
Azerbaïdjan	SECO	0.6	1.9		2.5	4.4	0.1		7.0

Pays	Pays prioritaires ^b	DDC				SECO mesures économiques	DFAE/DDPS promo. paix	Divers ^c	Total APD bilatérale
		Coopération au dévelop.	Aide humanitaire	Contributions aux ONG	Total				
Chine		3.4	0.0	0.3	3.8	2.2	0.5	0.4	6.8
Bhoutan	PP DDC	5.4		1.0	6.4			0.0	6.4
Corée du Nord	PS DDC	4.5	0.7		5.2			0.1	5.3
Europe									
Serbie-et-Monténégro	DDC, SECO	13.2	1.5		14.7	8.5	32.0	4.7	59.9
Bosnie-Herzégovine	DDC, SECO	8.8	0.6		9.4	1.0	5.8	4.5	20.7
Ukraine	DDC, SECO	6.1	0.6		6.7	9.8	0.1	0.1	16.7
Albanie	DDC, SECO	5.8	0.0		5.9	5.8	0.1	0.1	11.9
Macédoine	DDC, SECO	6.1			6.1	4.4	1.1	0.0	11.6
Moldova	PS DDC	2.5	3.1		5.6	0.8	0.1	0.2	6.6
Total des pays ci-dessus		324.1	122.2	40.2	486.5	430.4	59.6	30.0	1006.7
Autres pays/projets régionaux		258.5	149.0	21.7	429.2	51.4	23.9	233.1	737.6
Total APD bilatérale		582.6	271.2	61.9	915.7	481.9	83.6	263.1	1744.3

Source : DDC, *Aide de la Suisse aux pays en développement. Statistiques 2005*, Berne, DDC, 2007, tableau 5, « Contributions bilatérales ».

^a Il s'agit des 51 pays où l'APD bilatérale de la Suisse dépasse 5 millions de francs.

^b Abréviations utilisées dans cette colonne : PP DDC : pays prioritaires pour la coopération bilatérale ; PS DDC : programmes spéciaux de coopération ; AH : régions principales d'intervention de l'aide humanitaire ; SECO : pays prioritaires du SECO.

^c Divers : autres départements et offices fédéraux ainsi que cantons et communes

Tableau C.9: Aide des cantons suisses aux pays en développement, 2004-2005
(en milliers de francs)

Canton	2004	2005
Argovie	650	
Appenzell Rh.-Ext	92	108
Appenzell Rh.-Int.		25
Bâle-Campagne	1038	1178
Bâle-Ville	1572	1616
Berne	925	4180
Fribourg	451	510
Genève	10041	7903
Glaris		
Grisons	82	138
Jura	400	440
Lucerne	66	160
Neuchâtel	315	388
Nidwald	100	81
Obwald	61	62
Schaffhouse	90	195
Schwyz	83	65
Soleure	80	80
Saint-Gall	200	335
Tessin	428	240
Thurgovie	101	307
Uri	30	74
Valais	187	242
Vaud	1085	2581
Zoug	550	960
Zurich	2458	5160
Total	21084	27029

Source : DDC, *Aide de la Suisse aux pays en développement. Statistiques 2005*, Berne, DDC, 2007, tableau 6.

**Tableau C.10: Aide des communes suisses^a aux pays en développement, 2004-2005
(en milliers de francs)**

Canton/commune	2004	2005
Argovie	232	323
Wettingen	60	110
Aarau	80	80
Appenzell Rh.-Ext.		10
Appenzell Rh.-Int.		
Bâle-Campagne	269	345
Binningen	78	75
Reinach	101	70
Bâle-Ville	241	200
Riehen	219	200
Berne	865	936
Ville de Berne	355	238
Münsingen	174	160
Ittigen		120
Saanen	51	63
Muri bei Bern	50	50
Fribourg	46	56
Genève	6376	6527
Ville de Genève	3443	3313
Lancy	540	500
Carouge	413	370
Plan-les-Quates		286
Vernier	240	265
Cologny	149	259
Grand-Saconnex	150	195
Bernex	118	141
Versoix	115	120
Onex	93	103
Veyrier	94	100
Thônex	92	92
Chêne-Bourg	96	81
Vandœuvres	47	73
Anières	40	56
Meyrin	384	
Grisons	41	60
Jura	13	0
Lucerne	152	62
Ville de Lucerne	92	
Total		

Canton/commune	2004	2005
Neuchâtel	20	111
Ville de Neuchâtel		100
Schaffhouse	64	75
Ville de Schaffhouse	58	55
Schwyz	46	21
Soleure	139	128
Olten	77	70
Saint-Gall	495	264
Ville de Saint-Gall	185	160
Kirchberg	170	
Rapperswil	84	
Tessin	50	64
Thurgovie	131	104
Frauenfeld	80	82
Uri	2	10
Valais	171	84
Brig-Glis	64	4
Sierre	50	
Vaud	400	358
Lausanne	178	177
Zoug	527	515
Ville de Zoug	317	274
Baar	150	150
Hünenberg	5	69
Zurich	2386	2243
Zurich	944	800
Küssnacht	312	240
Illnau-Effretikon	143	184
Winterthur	138	148
Kloten	135	145
Maur	115	95
Opfikon		80
Herrliberg		76
Wädenswil	45	60
Meilen	74	56
Wetzikon	37	51
Stäfa	100	
Uitikon	50	
	12666	12498

Source: DDC, *Aide de la Suisse aux pays en développement. Statistiques 2005*, Berne, DDC, 2007, tableau 7.

^a Sont prises en compte les communes dont les versements dépassent 50 000 francs.

C.4.1. Aide aux pays de l'Est

La coopération de la Suisse avec l'Europe de l'Est s'est progressivement déplacée pendant les années 1990 des pays d'Europe centrale (Pologne, Tchéquie, Hongrie et Slovaquie) et de la Baltique (Estonie, Lettonie et Lituanie) vers les Balkans et la CEI. Le tableau C.11 mentionne les versements de la DDC et du SECO au titre de la coopération bilatérale de 1996 à 2005.

Tableau C.11: Aide bilatérale de la DDC et du SECO à l'Est, 1996-2005 (en millions de francs)

Pays	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Bénéficiaires APD										
Albanie	14.9	5.7	3.2	10.9	9.6	8.0	13.2	13.6	8.6	11.7
Arménie	—	—	—	—	0.0	1.9	2.5	1.6	2.0	1.2
Azerbaïdjan	—	—	0.9	0.8	0.8	1.1	8.3	3.4	5.3	5.9
Bosnie-Herzégovine	18.4	4.9	11.4	20.9	13.6	14.1	17.9	12.7	11.5	9.8
Croatie	—	—	0.1	0.5	1.1	1.4	0.7	0.6	0.4	0.2
Géorgie	0.9	1.2	0.3	0.7	1.0	1.3	2.4	3.1	3.9	1.3
Kazakhstan	—	—	—	0.0	0.2	0.0	0.1	0.3	0.0	1.1
Kirghize, Rép.	3.4	12.3	7.2	9.0	11.1	7.5	20.8	11.0	11.9	10.7
Kosovo	—	—	—	—	3.1	12.0	12.1	13.8	6.2	6.4
Macédoine (ERYM)	3.6	5.9	2.8	5.8	14.0	8.7	8.3	6.0	14.7	10.4
Moldova	2.5	0.1	1.4	1.3	1.1	0.2	0.3	0.2	0.6	3.3
Ouzbékistan	—	—	—	0.9	1.3	2.0	4.5	7.6	12.2	8.0
Serbie-et-Monténégro	—	—	—	3.4	30.5	30.9	12.7	9.8	15.9	15.4
Slovénie	—	—	—	—	—	0.0	0.0	—	—	—
Tadjikistan	—	5.3	1.9	0.6	6.9	9.4	6.5	17.2	20.5	11.7
Turkménistan	—	—	—	—	—	—	—	1.1	—	0.0
Ukraine	—	—	—	—	—	—	—	—	—	16.0
Caucase Sud	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3.7
Asie centrale (régional)	—	—	—	0.3	—	3.3	10.4	5.6	6.4	6.2
Etats ex-Yougoslavie, non spécifié	—	—	—	2.2	3.0	0.5	0.0	0.2	0.4	—
Non ventilé ^a	6.9	8.6	4.0	13.6	13.6	19.4	20.0	14.8	17.1	27.7
Total APD	50.6	44.0	33.2	71.0	111.0	121.8	140.6	122.6	137.8	150.5
Bénéficiaires hors APD										
Belarus	6.1	1.3	0.3	0.2	0.0	0.4	0.1	0.0	—	—
Bulgarie	3.8	11.2	7.5	16.7	12.2	18.5	7.9	12.7	12.9	9.7
Estonie	—	5.1	4.1	0.0	0.0	0.0	—	0.0	0.0	0.0
Hongrie	6.1	2.9	13.9	0.0	7.8	7.7	0.0	0.0	0.0	0.0
Lettonie	0.4	3.3	4.8	4.0	1.5	1.1	0.1	0.0	0.0	0.0
Lituanie	0.5	3.3	2.1	—	—	—	0.1	0.5	0.0	0.0
Pologne	16.9	3.4	1.5	0.2	0.1	0.6	0.0	0.0	0.0	0.1
Roumanie	5.0	10.1	10.7	12.2	16.1	7.1	6.6	19.6	10.5	8.3
Russie	21.0	17.3	16.5	12.4	9.1	8.7	11.3	11.0	10.1	9.5
Slovaque, Rép.	1.4	1.0	5.1	5.2	2.7	0.0	0.1	0.7	1.6	0.0
Slovénie	0.9	0.1	—	—	—	—	—	0.0	0.0	0.0
Tchèque, Rép.	4.2	4.8	1.3	0.1	0.1	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0
Ukraine	3.6	12.3	9.6	8.0	14.0	2.7	5.4	6.6	6.3	—
CEI	1.6	2.5	13.8	—	—	—	0.9	1.2	1.0	2.3
Europe centrale (régional)	20.5	14.1	11.6	0.1	0.0	—	—	—	—	0.3
PECO/NEI ^b , non ventilé ^a	6.3	1.5	0.8	34.5	21.7	32.2	20.0	23.3	23.2	7.9
Total hors APD	98.3	94.2	103.6	93.7	85.6	79.1	52.5	75.9	65.8	38.2
Total	148.9	138.2	136.8	164.7	196.6	200.9	193.1	198.5	203.6	188.7

Source: Service statistique de la DDC, base de données pour les données 1999-2005 et rapports annuels pour les données antérieures.

Remarque: des révisions ont été apportées par le SECO aux chiffres de 1996-1997 et 2005.

^a Non ventilé par pays, y compris frais administratifs.

^b Pays de l'Europe centrale et orientale et Nouveaux Etats indépendants de l'ancienne Union soviétique.

□ Historique de quinze ans de coopération avec les pays de l'Est

Les graphiques suivants montrent l'évolution de quinze ans de coopération avec les pays de l'Est. Alors que le tableau C.11 contient les données sur l'aide bilatérale fournie par le SECO et la DDC, ces graphiques comprennent l'aide totale, y compris l'aide multilatérale et l'aide fournie par d'autres offices et départements de la Confédération ainsi que les contributions des cantons et communes. C'est la région de l'Europe du Sud-Est qui a reçu le plus d'aide, notamment la Bosnie-Herzégovine, la Serbie-et-Monténégro et l'Albanie. Les pays d'Europe centrale ont été soutenus dans leur phase de transition, surtout de 1992 à 1998. Parmi les pays d'Asie centrale, la coopération suisse s'est concentrée sur la République kirghize et le Tadjikistan. En Europe de l'Est, elle s'est concentrée sur la Roumanie, la Russie, la Bulgarie et l'Ukraine. Dans le Caucase, la Suisse soutient des projets en Géorgie, en Azerbaïdjan et en Arménie. Plus de la moitié de l'aide (relativement modeste) aux Pays baltes s'est concentrée sur la Lettonie.

Graphique C.10: Aide publique de la Suisse aux pays de l'Est appartenant au groupe des pays en développement^a, comprise dans l'APD, 1990-2005 (en millions de francs)

Source: DDC et IUED, *Aide de la Suisse aux pays en développement et aux pays en transition*, éditions 1990 à 2005.

^a Les pays de l'Est compris dans le groupe des pays en développement (PED) sont l'Albanie, la Bosnie, la Croatie, la Macédoine, la Serbie-et-Monténégro, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie, le Belarus, la Moldova, l'Ukraine, le Kazakhstan, la République kirghize, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Turkménistan.

Graphique C.11: Aide publique de la Suisse aux pays de l'Est en transition^a, comprise dans l'AP, 1990-2005 (en millions de francs)

Source: DDC et IUED, *Aide de la Suisse aux pays en développement et aux pays en transition*, éditions 1990 à 2005.

^a Les pays de l'Est en transition (compris dans l'agrégat d'aide publique [AP]) sont la Slovénie, la Russie, la Bulgarie, la Roumanie, les Pays baltes (Lettonie, Lituanie et Estonie), la Hongrie, la Pologne, la République slovaque et la République tchèque.

Les graphiques C.10 et C.11 montrent les changements de priorité dans l'aide de la Suisse aux pays de l'Est. Destinée dans un premier temps principalement aux pays d'Europe centrale et orientale pour soutenir leur transition vers l'économie de marché, l'aide s'est concentrée ensuite sur les pays de l'Europe du Sud-Est (Etats de l'ex-Yougoslavie et Albanie) ainsi que, dans une moindre mesure, sur les pays d'Asie centrale.

Graphiques C.12, C.13, C.14, C.15 et C.16 : Aide publique bilatérale de la Suisse aux Balkans comprise dans l'APD, 1991-2005 (en millions de francs)

Graphique C.12: Serbie-et-Monténégro

Graphique C.13: Bosnie-Herzégovine

Graphique C.14: Albanie

Graphique C.15: Macédoine

Graphique C.16: Divers Etats d'ex-Yougoslavie, Biélorussie, Turkménistan et Kazakhstan

Source des graphiques C.12, C.13, C.14, C.15 et C. 16 : DDC et IUED, *Aide de la Suisse aux pays en développement et aux pays en transition*, éditions 1991 à 2005.

Graphique C.17: Aide publique bilatérale de la Suisse à la République kirghize, à l'Ouzbékistan et au Tadjikistan (Asie centrale), comprise dans l'APD, 1991-2005 (en millions de francs)

Source: Service statistique de la DDC.

C.5. Aide des organisations non gouvernementales (ONG)

Les données sur l'aide privée des ONG suisses concernent les montants des ONG financés par leurs fonds propres (cotisations et dons de membres, produits de campagnes de récoltes de fonds, autofinancement, produits des ventes). Outre les 413,6 millions de francs de fonds privés des ONG affectés à des projets dans les pays en développement, les ONG ont aussi obtenu des contributions de la Confédération, des cantons et communes pour la gestion des projets. Le montant de 413,6 millions de francs mentionné dans le tableau C.12 ne correspond ainsi pas au «chiffre d'affaires» total des ONG, car il ne comprend pas les éléments suivants :

- ❑ les projets gérés par les ONG financés grâce à des contributions publiques ;
- ❑ les dépenses des ONG pour les projets d'aide en Suisse ;
- ❑ les dépenses pour les activités de sensibilisation et d'éducation au développement en Suisse ;
- ❑ les dépenses administratives générales des secrétariats en Suisse ;
- ❑ les frais de marketing, les frais de communication institutionnelle (informations aux membres sur les projets réalisés) et les frais liés aux campagnes de collecte de fonds.

Le tableau C.12 recense les dons privés des principales ONG suisses. Il existe en Suisse quelques grandes ONG et une multitude de petites organisations. Les 37 plus grandes ONG se partagent 82,4% des fonds privés pour des projets.

Tableau C.12: Aide privée des principales ONG suisses^a aux pays en développement, 2005
(en milliers de francs, en pourcentage et en pourcentage cumulé)

Organisation		En % du total	% cumulé
Caritas – Suisse	43 842	10.6	10.6
MSF (Médecins sans frontières)	43 348	10.5	21.1
Fondation Hôpital Kantha Bopha Cambodge	31 247	7.6	28.6
Croix-Rouge suisse (CRS/SRK)	28 040	6.8	35.4
Entraide protestante (EPER/HEKS)	24 183	5.8	41.3
Fondation Terre des hommes Lausanne	21 021	5.1	46.3
World Vision Schweiz	19 782	4.8	51.1
Schweiz. Freunde der SOS Kinderdörfer	13 811	3.3	54.5
Helvetas	10 630	2.6	57.0
Comité suisse pour l'UNICEF	10 575	2.6	59.6
Kinderhilfe Bethlehem	9 258	2.2	61.8
Action de carême – Fastenopfer	7 241	1.8	63.6
Bethlehem Mission Immensee	5 794	1.4	65.0
OSEO/SAH	5 140	1.2	66.2
Terre des Hommes CH Genève	4 017	1.0	67.2
Stif. Kinderdorf Pestalozzi	3 836	0.9	68.1
Benediktiner Uznach	3 552	0.9	69.0
Mission 21	3 236	0.8	69.8
WWF Suisse	3 172	0.8	70.5
Fondation Pro Victimis	2 955	0.7	71.2
MFM Stiftung Äthiopienhilfe	2 950	0.7	72.0
Vereinigung Don Bosco Werk	2 941	0.7	72.7
Agence adventiste d'aide et de développement (ADRA)	2 893	0.7	73.4
Nouvelle Planète	2 868	0.7	74.1
ROKPA International	2 792	0.7	74.7
Christoffel Blindenmission	2 767	0.7	75.4
Solidarmed	2 753	0.7	76.1
Armée du Salut – Heilsarmee	2 700	0.7	76.7
Swisscontact	2 688	0.6	77.4
Verein Kinderheim Selam	2 563	0.6	78.0
Swissaid	2 406	0.6	78.6
KASA	2 351	0.6	79.1
Handicap International	2 332	0.6	79.7
Weltkinderdörfer der Schwester Maria	2 310	0.6	80.3
Mission am Nil	2 236	0.5	80.8
Limmat Stiftung	2 228	0.5	81.4
Seraphisches Liebeswerk	2 159	0.5	82.4
Total des 37 organisations ci dessus	340 845	82.4	
215 autres organisations	72 749	18.1	
Total	413 594	100.0	

Source: DDC, *Aide de la Suisse aux pays en développement. Statistiques 2005*, Berne, DDC, 2007, tableau 8.

^a Sont prises en compte les ONG dont les fonds propres dépassent 2 millions de francs.

Le tableau C.13 permet de comparer, pour l'année 2005, les pays qui reçoivent les montants les plus élevés d'aide publique bilatérale de la Confédération et ceux qui reçoivent les montants les plus élevés d'aide privée des ONG. Les classements diffèrent peu. Parmi les 30 pays qui ont reçu les versements d'APD les plus élevés, 19 figurent aussi dans la liste des principaux bénéficiaires de l'aide des ONG. La liste des principaux pays bénéficiaires de l'aide bilatérale de la Suisse est en principe assez stable d'une année à l'autre. Deux facteurs expliquent cependant des changements importants dans la liste entre 2004 et 2005:

premièrement, suite aux mesures de désendettement, trois pays (Irak, Nigeria et République du Congo) apparaissent plus haut dans la liste des pays prioritaires de l'aide bilatérale de la Confédération ; deuxièmement, suite au volume important de l'aide fournie – surtout par les ONG – après le tsunami dans l'océan Indien, des pays de la région (Sri Lanka et Indonésie) remontent plus haut dans les listes des pays prioritaires, surtout dans celle des pays prioritaires de l'aide des ONG.

Tableau C.13: Les 30 principaux pays bénéficiaires de l'aide privée des ONG suisses et de l'aide publique au développement bilatérale de la Suisse, 2005 (en millions de francs et en pourcentage)

Aide privée des ONG (fonds propres)			Aide publique bilatérale de la Confédération		
Pays^a	mio. fr.	% du total	Pays^a	mio. fr.	% du total
1. Cambodge	32.9	7.9	1. Irak	203.7	11.7
2. Inde	31.9	7.7	2. Nigeria	62.5	3.6
3. Sri Lanka	24.1	5.8	3. Serbie-et-Monténégro	59.9	3.4
4. Indonésie	16.3	4.0	4. Inde	30.7	1.8
5. Soudan	14.7	3.6	5. Mozambique	30.7	1.8
6. Niger	13.0	3.1	6. Tanzanie	29.4	1.7
7. Ethiopie	12.6	3.0	7. Burkina Faso	25.9	1.5
8. Zones admin. palestinienne	11.3	2.7	8. Indonésie	24.6	1.4
9. Tanzanie	8.6	2.1	9. Pakistan	24.2	1.4
10. Congo, Rép. dém.	8.5	2.1	10. Vietnam	22.7	1.3
11. Brésil	8.5	2.0	11. Bolivie	22.4	1.3
12. Bosnie-Herzégovine	7.5	1.8	12. Afghanistan	22.0	1.3
13. Pakistan	7.5	1.8	13. Bosnie-Herzégovine	20.7	1.2
14. Serbie-et-Monténégro	7.2	1.7	14. Népal	19.9	1.1
15. Mozambique	6.7	1.6	15. Pérou	19.0	1.1
16. Bolivie	6.5	1.6	16. Zones admin. palestinienne	18.7	1.1
17. Cameroun	6.4	1.5	17. Nicaragua	18.6	1.1
18. Colombie	6.2	1.5	18. Ukraine	16.8	1.0
19. Iran	6.1	1.5	19. Mali	16.2	0.9
20. Guatemala	5.9	1.4	20. Soudan	16.1	0.9
21. Philippines	5.6	1.4	21. Tchad	15.9	0.9
22. Haïti	5.3	1.3	22. Ghana	15.3	0.9
23. Mali	5.0	1.2	23. Congo, Rép.	14.8	0.8
24. Vietnam	5.0	1.2	24. Niger	14.4	0.8
25. Pérou	4.6	1.1	25. Sri Lanka	13.8	0.8
26. Kenya	3.8	0.9	26. Bangladesh	13.3	0.8
27. Bangladesh	3.8	0.9	27. Tadjikistan	12.4	0.7
28. Népal	3.8	0.9	28. Colombie	11.9	0.7
29. Burkina Faso	3.7	0.9	29. Egypte	11.9	0.7
30. Ouganda	3.6	0.9	30. Kirghize, Rép.	11.6	0.7
Total des pays ci-dessus	286.4	69.2	Total des pays ci-dessus	840.1	48.2
Autres pays	127.2	30.8	Autres pays	904.2	51.8
Total de l'aide des ONG	413.6	100.0	Total de l'aide bilatérale	1744.3	100.0

Source: DDC, *Aide de la Suisse aux pays en développement. Statistique 2005*, Berne, DDC, 2007, tableau 5.

^a Les 17 pays désignés en gras se retrouvent dans les deux listes de pays prioritaires.